



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et
du logement des Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle carrières-matériaux
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-
Barthélemy
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 8 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HERVÉ

Route d'Ancenis
44670 Juigné-des-Moutiers

Références : 2023-173_INSP_RAP_JLC_HERVE - Noyant.publiable.odt

Code AIOT : 0006303495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2023 dans l'établissement HERVÉ implanté « Misengrain » Noyant-la-Gravoyère 49520 Segré-en-Anjou-Bleu. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HERVÉ
- Misengrain Noyant-la-Gravoyère 49520 Segré-en-Anjou-Bleu
- Code AIOT : 0006303495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit de l'exploitation d'un terril de déchets de schistes ardoisiers en vue de leur réutilisation. Des installations mobiles de traitement de matériaux (concassage, criblage) sont présentes. La surface de l'emprise de l'exploitation est d'environ 81 000 m². La production maximale autorisée est de 150 000 t/an.

L'autorisation d'exploiter la carrière, incluant 2 ans de remise en état du site, a été accordée pour une durée de 18 années (jusqu'en 2038).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau ;
- Poussières ;
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des risques géotechniques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 4.3.1	/	Sans objet
3	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.2.7.3	/	Sans objet
5	Prévention des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.6.2, 5.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.4	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées. Les fronts de taille demandent à être sécurisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Notification du début d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Lorsque les travaux, pour la poursuite de l'exploitation, mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.3 sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements et du document attestant la constitution des garanties financières prévu à l'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2020.
Constats : Lors de la visite précédente du 20 septembre 2022, les travaux, pour la poursuite de l'exploitation, mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.3 étaient réalisés, mais l'exploitant n'avait pas informé le Préfet. L'exploitant a notifié au Préfet la réalisation des travaux préliminaires et le début de l'exploitation par courrier du 25 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des risques géotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitation des fronts d'exploitation, remblais, verses ou dépôts se fait sans créer de sous-cavage. Les fronts d'exploitation, remblais, verses ou dépôts sont stabilisés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant. Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé. En cas d'identification d'un risque de chutes ou de mouvement de matériaux ou de terrain, l'exploitant détermine et met en œuvre les dispositions adaptées (interdiction d'accès, purge, comblement, rectification, ...).
Constats : Lors de la visite du 1er septembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence de fronts verticaux avec des parties en sous-cavage. Elle a également constaté la présence de gros éléments (déchets de schistes ardoisiers) surplombant le front dont la hauteur est supérieure à 10 mètres.

Observations : L'exploitation des fronts d'exploitation, doit se faire sans créer de sous-cavage. Les fronts d'exploitation, doivent être stabilisés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant. De plus, les zones de travail doivent faire l'objet d'une surveillance régulière avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé. En cas d'identification d'un risque de chutes ou de mouvement de matériaux ou de terrain, l'exploitant doit déterminer et mettre en œuvre les dispositions adaptées (interdiction d'accès, purge, comblement, rectification, ...). L'exploitant doit satisfaire à ces dispositions et mettre en conformité les fronts d'exploitation sans délai.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.2.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

L'exploitant réalise une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 5.2.6.2 au niveau des eaux présentes aux points prévus à l'article 5.2.6.1 complétée par une analyse des métaux lourds tous les 5 ans.

Constats : Par courriel du 4 septembre 2023, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un rapport d'analyses de prélèvements réalisés le 22 février 2022 qui conclut: "Les analyses effectuées sur le ruisseau "De Misengrain" montrent l'absence d'impact sur le milieu naturel".

Il n'y a pas eu de prélèvement pour 2023 à la date de la visite.

Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit réaliser une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 5.2.6.2 au niveau des eaux présentes aux points prévus à l'article 5.2.6.1 complétée par une analyse des métaux lourds tous les 5 ans.

L'exploitant doit réaliser une analyse des eaux en amont et en aval du ruisseau de "Misengrain" au moins tous les ans.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Un nettoyage (balayage,...) de la voie d'accès au site est effectué en tant que de besoin. Un arrosage des aires et voies de circulation internes (dont pistes) est effectué en tant que de besoin, notamment en période sèche.

Constats : Lors de la visite du 1^{er} septembre 2023, il n'y a pas d'activité sur le site et un épisode pluvieux a été observé récemment.

Les pistes et les plates-formes sont propres et ne présentent pas de poussière.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

La fréquence des mesures des émissions sonores est annuelle lors des campagnes de traitement des matériaux par concassage.

Si, à l'issue de deux campagnes annuelles de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa

<p>précédent.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les émergences sont contrôlées au moins au niveau de l'habitation la plus proche du lieu-dit « Misengrain » et à l'entrée du site.</p> <p>Constats : Par courriel du 5 septembre, l'exploitant a adressé le rapport de mesures des émissions sonores du site réalisées en avril 2022 qui indique :</p> <p>"Concernant les deux points situés en « Zone à Émergence Réglementée (ZER) », à proximité de la carrière, nous pouvons conclure :</p> <p>ZER A – Entrée du site</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'émergence calculée de 2,5 dB(A) respecte le seuil réglementaire de 5,0 dB(A) en période diurne ; - Aucune tonalité marquée n'a été détectée. <p>ZER B – Habitations à Misengrain</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'émergence calculée de 1,0 dB(A) respecte le seuil réglementaire de 5,0 dB(A) en période diurne ; - La tonalité marquée détectée à 3150 Hz a une durée d'apparition (37,8 % soit 15 min 4 s) supérieure à 30 %. <p>Il est à noter que des tonalités marquées à 500 Hz et 3150 Hz ont également été détectées en période d'arrêt de la carrière avec une durée d'apparition de 47,6 % soit 20 min 59 s. Présentement, aucune conclusion ne peut être établie avec certitude quant à la provenance de ces tonalités marquées. Cependant, ces dernières ne peuvent être imputées par défaut à l'activité de la carrière seule."</p> <p>Il n'y a pas eu de mesure des émissions sonores de réalisées en 2023.</p> <p>Observations : Si, à l'issue de deux campagnes annuelles de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions de l'arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.</p> <p>Si l'exploitant souhaite que la fréquence des mesures soit trisannuelle, il doit justifier de la conformité de deux mesures annuelles successives.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.6.2, 5.6.3</p> <p>Thème(s) : Autre, Séparation et élimination des déchets</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet</p> <p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques...</p> <p>Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblayage, de génie civil ou pour l'ensilage...</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet...</p> <p>Constats : Lors de la visite du 1^{er} septembre, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'environ 15 pneus usagers ainsi que des ferrailles entassés dans la zone d'extraction.</p> <p>Des déchets issus de l'extraction sont stockés sur la plate-forme. L'exploitant a indiqué qu'ils avaient été déposés au sein du terroir de schistes ardoisiers lors de sa constitution. L'exploitant prévoit de les trier et de les évacuer vers des sites autorisés.</p> <p>Observations : L'exploitant doit effectuer la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques...</p> <p>Les pneus usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés ou aux professionnels qui utilisent ces déchets...</p> <p>L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--